



OUI A LA SECURITE, NON A LA DOUBLE PEINE

Nos dirigeants ont toujours fait semblant de ne pas voir ou de ne pas regarder les conditions dans lesquelles travaillent nos collègues. La direction rejette systématiquement sa réalité, une grande partie de la responsabilité de l'accident survenu est portée par nos différentes directions qui ont pendant des années mis la production et la qualité devant la sécurité.

Alors, effectivement, leurs priorités ont changé. Maintenant, c'est « la sécurité avant tout » (même si les donneurs d'ordres ne sont pas exemplaires) et cette politique les amène à contester systématiquement l'accident de travail devant la sécurité social. Et pourquoi ? Le coût financier des accidents ainsi que l'indicateur négatif engendré dans leur « scorecard » obligent la direction locale à se justifier devant leurs dirigeants.

Cela amène, comme l'a prédit à plusieurs reprises le CHSCT, à la culpabilisation des salariés en disant « on n'a pas le booster car vous avez eu un accident » et en conclusion, en opposant les salariés entre eux. Parfois certains salariés cachent les accidents dont ils sont victimes, faussant ainsi les statistiques et occultant des réelles situations dangereuses au travail. Voilà ce que Coca Cola est en train de mettre en place... Là encore, à qui profite « l'art de diviser pour mieux régner » ?

En fait pour la direction, la sécurité est simplement le « cheval de Troie » de l'instauration de la culture discipline ! Aujourd'hui on sanctionne si tu n'as pas tes EPI, si tu ne tiens pas la rampe.

Et demain, quel sera le risque si tu refuses un travail qui ne t'incombe pas ? Le refus d'obéissance = sanction ! Et ça, c'est inacceptable !

**La sécurité, les conditions de travail des salariés sont les priorités pour nous
« Organisations Syndicales », et nous ne pouvons pas cautionner le
comportement de la direction qui en assumera seule les effets.**

Grigny le 07/05/2015